

**LE CONTRÔLE POSTAL FRANÇAIS  
DURANT L'OCCUPATION ALLIÉE DE LA RHÉNANIE  
1918-1925**

**Jérôme BOURGUIGNAT**

**avec la contribution de  
Robin PIZER (†)**

**THE FRENCH POSTAL CENSORSHIP  
DURING THE ALLIED OCCUPATION IN RHINELAND  
1918-1925**

**Jerome BOURGUIGNAT**

**with the contribution of  
Robin PIZER (†)**

- |   |  |
|---|--|
| <ol style="list-style-type: none"> <li>4. de faire obstacle à la propagande ennemie ou révolutionnaire,</li> <li>5. de révéler les tentatives de commerce avec l'ennemi</li> <li>6. de surveiller l'observation des lois touchant l'entrée ou la sortie des valeurs,</li> <li>7. d'empêcher le commerce avec des maisons figurant sur les listes noires ou avec leurs prête-noms,</li> <li>8. en général au point de vue économique, de faire obstacle aux efforts de l'ennemi pour le ravitaillement par les pays neutres, de constituer des stocks raréfiant les matières en pays neutres ou en France, et de faire entrer en France ou passer par la France ses marchandises sous couvert de Neutres.</li> </ol> | <ol style="list-style-type: none"> <li>4. to obstruct enemy or revolutionary propaganda,</li> <li>5. to reveal attempts to trade with the enemy,</li> <li>6. to monitor compliance with laws concerning the entry or exit of valuables,</li> <li>7. to prevent trade with companies appearing on blacklists or with their front men,</li> <li>8. in general, from an economic point of view, to hinder the enemy's efforts to obtain supplies from neutral countries, to build up stocks that make materials scarce in neutral countries or in France, and to bring its goods into France or pass through France under the cover of Neutrals.</li> </ol> |
|---|--|

Figure 9 : Carte postale expédiée le 07.07.1917 pour un civil dans la zone des Armées (Aisne, Nord de la France). Double contrôle inhabituel de la zone des Armées

Figure 9: Postcard sent on 07.07.1917, to a civilian in the Army Zone (Aisne, Northern France). Uncommon double censorship of the Army Zone.

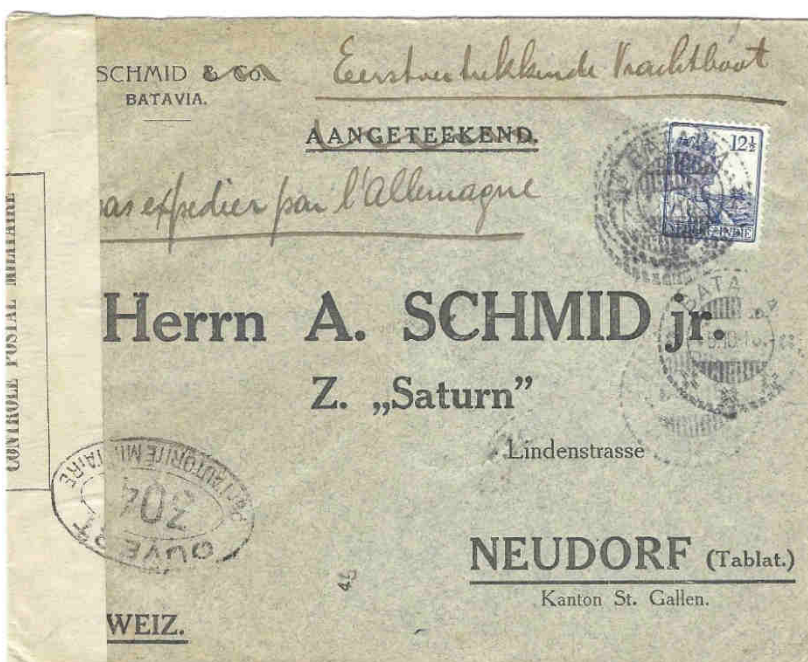


Figure 10 : Lettre de Batavia (Jakarta), Indes Néerlandaises du 05.10.1916 pour la Suisse. Ouverte par la CCP de Marseille (n°304). Intéressante instruction manuscrite « Ne pas expédier par l'Allemagne ».

Figure 10: Letter from Batavia (Jakarta), Dutch Indies dated 05.10.1916 pour la Suisse. Censor by the Marseille CCP (n°304). Interesting handwritten instruction « Ne pas expédier par l'Allemagne ».

Figure 15 : Carte postale de correspondance privée de Vonderheydt (Sarre) du 22.01.1919 pour Boulay (Lorraine). Cachet de contrôle n°26 de la CCP de Sarrebruck et cachet militaire standard « Acheminement suspendu... ». En complément, un cachet rectangulaire allemand « Beförderung aufgehoben / durch militärische Behörde / an den Absender zurück » (Service suspendu par l'autorité militaire / retour à l'expéditeur).  
Collection Robin Pizer.



Figure 15: Private correspondence postcard from Vonderheydt (Saarland) dated 22.1.1919 to Boulay (Lorraine). Censor cachet no. 26 of the Saarbrücken CCP and standard military stamp "Route suspended...". In addition, a rectangular German cachet "Beförderung aufgehoben / durch militärische Behörde / an den Absender zurück" (Service suspended by military authority / return to sender). Robin Pizer collection.

Figure 16 : Lettre de Fernando Po pour l'Allemagne non occupée du 30.01.1919. Contrôlée à Lyon (n°203) et étoile à 6 branches indiquant un passage au laboratoire chimique pour la recherche des encres invisibles. La mention « Lettre de famille » autorise sa transmission directe à l'Allemagne, suite à l'accord franco-allemand de janvier 1917<sup>1</sup>. C'est une des rares possibilités de communication malgré la fermeture des frontières.



Figure 16: Letter from Fernando Po to unoccupied Germany, 30.01.1919. Censored in Lyon (no. 203) and marked with a six-pointed star indicating it was sent to the chemical laboratory for analysis of invisible inks. The notation "Lettre de famille" authorizes its direct transmission to Germany, following the Franco-German agreement of January 1917<sup>1</sup>. This was one of the few remaining possibilities for communication despite the closed borders.

<sup>1</sup> Correspondance familiale pour l'Allemagne en 1918, Jérôme Bourguignat, Documents Philatéliques n° 245, 2020.

## 7 Les conséquences du traité de paix

## 7 The consequences of the Peace treaty

### 7.1 Les modifications du contrôle postal français

### 7.1 The modifications of the French postal censorship

Le traité de paix de Versailles est signé le 28.06.1919, en même temps que l'Arrangement rhénan, qui définit les modalités de l'occupation alliée. Ces documents ont été imposés aux Allemands, aussi essaient-ils de négocier les termes de l'Arrangement rhénan entre le 28.06. 1919 et le 14.10.1919. Les résultats sont consignés dans une brochure « *Documents relatifs au régime des territoires rhénans pendant l'occupation militaire* »<sup>1</sup>. Cet Arrangement rhénan sera applicable à la ratification du traité de paix, qui sera effective le 10.01.1920.

The Versailles Peace Treaty was signed on 28.06.1919, along with the Rhineland Agreement, which defined the terms of the Allied occupation. Those documents have been imposed to the Germans, so they tried to negotiate the terms of the Rhineland Agreement between 28.06.1919 and 14.10.1919. The results were recorded in a booklet "*Documents relating to the regime of the Rhine territories during the military occupation*"<sup>1</sup>. This Rhineland Agreement had to be applicable at the ratification of the peace treaty, which was effective on 10.01.1920.

L'article 12 sur le Service Postal est rédigé ainsi :

Article 12 on the Postal Service reads as follows:

« *Le personnel du Service des Postes obéira à tous ordres donnés par le Commandant en chef des armées alliées et associées ou son représentant, dans des buts militaires. Le Service postal public continuera sous la direction des autorités allemandes, étant entendu qu'aucune atteinte ne sera apportée aux services postaux militaires organisés par les armées d'occupation, qui auront le droit de se servir, pour les besoins militaires, de toutes les routes postales existantes.*

*"The personnel of the Postal Service will obey all orders given by the Commander-in-Chief of the Allied and Associated Armies or his representative, for military purposes. The public postal service will continue under the direction of the German authorities, with the understanding that no interference will occur with the military postal services organized by the occupying armies, which will have the right to use all existing postal routes for military needs.*

*Les dites armées auront le droit de faire circuler des wagons-postes avec tout le personnel nécessaire sur toutes les lignes postales existantes.*

*The said armies will have the right to run mail wagons with all necessary personnel on all existing postal lines.*

*Le Gouvernement allemand transportera, gratuitement et sans les examiner, les lettres et colis qui pourraient être remis à ses bureaux de poste par ou pour des armées d'occupation ou la Haute Commission et sera responsable de la valeur de toute lettre ou colis perdu ou volé par la poste. »*

*The German Government will transport, free of charge and without examination, letters and parcels delivered to its post offices by or on behalf of occupying armies or the High Commission, and will be responsible for the value of any letter or parcel lost or stolen by the post."*

Les Allemands demandent en page 20 la suppression de toutes les restrictions de circulation des correspondances et surtout de la censure postale. En page 32 les Alliés confirment la liberté de communiquer, « *sous les réserves générales des droits de la Haute Commission, ou des conséquences de l'état de siège s'il venait à être déclaré* ». Avec ces formulations, la Haute Commission ne s'engage pas à supprimer le contrôle postal.

On page 20, the Germans requested the removal of all restrictions on the circulation of correspondence, especially postal censorship. On page 32, the Allies confirmed freedom of communication, "*subject to the general reservation of the rights of the High Commission, or the consequences of a state of siege should it be declared.*" With these formulations, the High Commission did not commit to removing the postal censorship.

Le 13.07.1919, le Journal Officiel publie la levée du blocus avec l'Allemagne. La reprise des relations postales et télégraphiques avec l'Allemagne non occupée est effective le 28.07.1919<sup>2</sup>, et annoncée officiellement dans la presse locale le 06.08.1919<sup>3</sup>. Les communications de l'Allemagne avec les pays alliés sont autorisées le 09.08.1919.

On 13.07.1919, the French Official Journal published the lifting of the blockade with Germany. Postal and telegraphic relations with unoccupied Germany resumed on 28.07.1919<sup>2</sup>, and were officially announced in the local press on 06.08.1919<sup>3</sup>. Communications from Germany to the Allied countries were authorized on 09.08.1919.

<sup>1</sup> AN AJ/9/824, brochure de 66 pages format A5.

<sup>2</sup> SHD/DAT, 7N954, et SHD/DM, SS EA369, note secrète du 11.08.1919.

<sup>3</sup> Robert Abensur, Les « correspondances commerciales » entre l'Alsace-Lorraine et l'Allemagne en 1919, *Documents Philatéliques* n° 141, 1994.

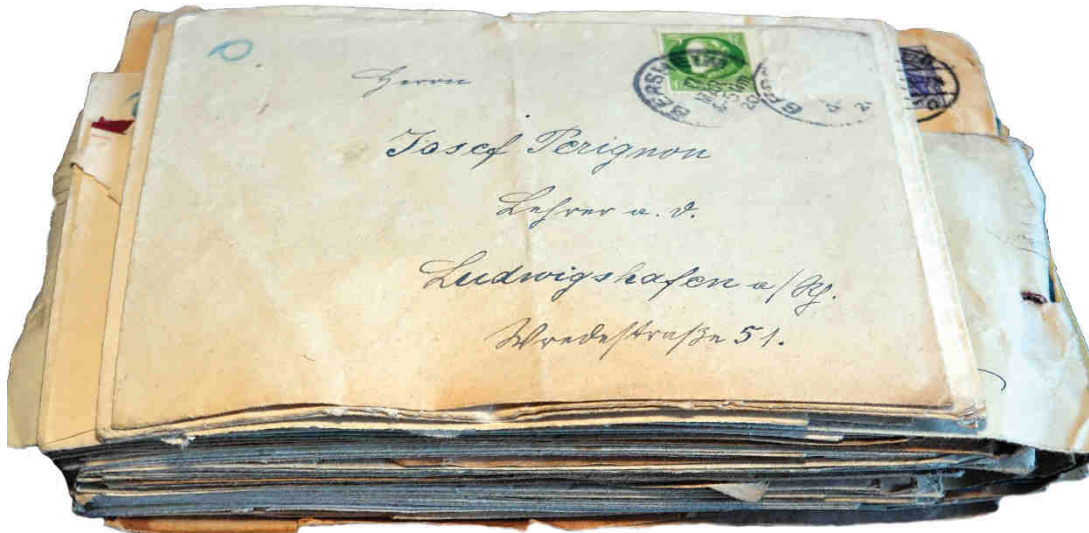


Figure 44 : Pile d'une cinquantaine de lettres conservées par la HCITR comme preuve de la censure clandestine allemande. Archives nationales.

Figure 44: Stack of about 50 letters kept by the HCITR as evidence of clandestine German censorship. Archives nationales.

Un délégué de la HCTIR est toujours présent dans les locaux des postes de contrôle des changes allemand situés dans les Territoires Occupés. Pour échapper à cette surveillance, la poste allemande dirige parfois le courrier des Territoires Occupés vers Francfort pour y être ouvert. Ainsi une plainte pour espionnage commercial signale que du courrier recommandé de Trèves est passé par Francfort, ce qui fait qu'elle met cinq jours à arriver à Metz. « A l'heure où l'isolement dans lequel se trouvent les Territoires Occupés est particulièrement propice à nouer des relations commerciales entre les Rhénans et la France, il est surprenant de constater que le Reich puisse entraver la correspondance et espionner les maisons qui cherchent des débouchés en France. [...] Ces procédés sont de nature à créer de graves ennuis à nos correspondants allemands. » La HCITR juge confuses les explications du Directeur allemand des Postes de Trèves.<sup>1</sup>

An HCITR delegate was consistently present at the German financial checkpoints located within the Occupied Territories. To evade this surveillance, the German postal service occasionally rerouted mail from the Occupied Territories to Frankfurt, where it was opened there. A complaint regarding commercial espionage revealed that registered mail from Trier, rerouted through Frankfurt, took five days to reach Metz. It was observed that "at a time when the isolation of the Occupied Territories was particularly conducive to the establishment of commercial relations between the Rhineland and France, it was surprising to note that the Reich was impeding correspondence and conducting espionage against companies seeking markets in France. [...] These practices were likely to create serious difficulties for our German correspondents." The HCITR found the explanations provided by the Director of the Trier Post Office to be unsatisfactory<sup>1</sup>.

La poste allemande fait transiter certaines lettres échangées avec l'Alsace-Lorraine par Cologne, au lieu de Ludwigshafen, ce qui lui permet d'éviter la surveillance permanente de l'officier français à Ludwigshafen. On retrouve des cachets du contrôle des changes de Cologne sur des correspondances<sup>2</sup>.

The German postal service routed certain letters exchanged with Alsace-Lorraine via Cologne instead of Ludwigshafen, thereby avoiding constant surveillance by the French officer in Ludwigshafen. Cologne exchange control cachets were found on the correspondence<sup>2</sup>.

Le 09.08.1920, la police anglaise de Cologne fait une descente dans le local « où se fait le contrôle allemand de la correspondance » [à ce moment-là il n'y a pas encore de bureau de contrôle des changes en Allemagne occupée]. Il paraît que toutes les lettres des personnalités qui sont soupçonnés par les

On 09.08.1920, the British police raided the premises of the room "where operates the German mail censorship" control offices in Cologne [At this time there were no yet exchange control offices in the occupied Rhineland]. It appeared that all letters from individuals suspected by the Germans of sympathising

<sup>1</sup> AN AJ/9/5395/2, lettre de la Chambre de Commerce de Metz à la HCITR du 03.12.1923 et réponses courant janvier 1924.

<sup>2</sup> AN AJ/9/5282/2, courrier du 01.06.1921.

## Relations conflictuelles et accusations mutuelles

Une lettre postée à Lintfort [au nord de Düsseldorf] du 08.12.1923 pour Strasbourg « *et est allée se soumettre à la censure à Francfort* ». L'enveloppe jointe au dossier est présentée en figure 48 <sup>1</sup>.

## Confrontational relations and mutual accusations

Another case involved a letter posted in Lintfort [north of Düsseldorf] on 08.12.1923 destined for Strasbourg "had been censored in Frankfurt". The envelope attached to the archive is presented in Figure 48 <sup>1</sup>.



Figure 48 : Lettre déroutée vers Francfort pour censure financière allemande (janvier 1924). Il s'agit d'un excellent exemple d'itinéraire emprunté en 1923 depuis la Rhénanie occupée par les Belges via Francfort, en zone neutre, au lieu de passer par le poste de contrôle des changes de Ludwigshafen pour rejoindre Strasbourg. Ce choix était-il délibéré afin d'éviter des retards importants lors de la traversée de la Rhénanie occupée par les Français ? La date du 8 décembre 1923 est postérieure à la suppression officielle du contrôle des changes et à son remplacement par des contrôles ponctuels. Durant la période de ces contrôles, jusqu'à fin juin 1925, Robin Pizer ne connaît que 12 enveloppes en 1924 et aucune en 1925. Archives nationales.

Figure 48: Letter diverted to Frankfurt for German exchange control (January 1924). This is a very good example of routing from the Belgian occupied Rhineland via Frankfurt in the Neutral Zone in 1923 instead of going via Ludwigshafen Exchange Control to Strasbourg. Perhaps this was done deliberately to avoid significant delays in crossing the French occupied Rhineland? The date of 8 Dec 1923 is after the official stopping of the Exchange Control and its replacement by spot checks. In the spot check period to end of June 1925 Robin Pizer only knows of 12 covers in 1924 and none in 1925. Archives nationales.

<sup>1</sup> AN AJ/9/5282/2 ; lettre du 28.01.1924.

## La fermeture des bureaux de poste de Mayence

de la Rhénanie. Cet article recense une griffe en allemand et une en français utilisées à Mayence, et deux griffes en allemand utilisées sur le courrier bloqué dans d'autres bureaux allemands.

*Figure 59 : Carte postale d'Offenburg du 25.03.1923 pour Berne. L'expéditeur a écrit « D'Offenburg occupé, mes meilleurs vœux, lettre suit. ». Les timbres-poste initialement annulés au crayon bleu sont annulés par le timbre à date du 12 mai, jour de réouverture du bureau. Étiquette collée en bas justifiant le retard. Collection Robin Pizer.*

*Figure 59: Postcard from Offenburg, dated 25.03.1923, addressed to Bern. The sender wrote, "From occupied Offenburg, my best wishes, letter follows." The postage stamps, initially cancelled in blue pencil, were later cancelled by the 12.05.1923 date stamp, the day the post office reopened. A label affixed at the bottom explains the delay. Robin Pizer collection.*



*Figure 60 : Le bureau de poste de Mayence.*

*Figure 60: The Mainz post office.*



Figure 87 : Cachet utilisé dans la région de Sarrebruck début décembre 1918, censure précoce. Collection Robin Pizer.

Figure 87: Cachet used in the Sarrebruck region beginning of December 1918, early censorship. Robin Pizer collection.



Figure 88 : Cachet « République française / censure militaire » utilisé à Sarrebruck, vu en février (violet) et septembre (rouge) 1919. Collection Robin Pizer.

Figure 88: Cachet « République française / censure militaire » used in Sarrebruck, viewed in February (purple) and September (red) 1919. Robin Pizer collection.

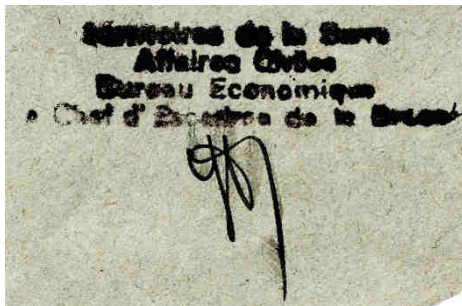


Figure 89 : Cachet « Territoire de la Sarre / Affaires civiles / Bureau économique / chef d'Escadron de la Brosse » et paraphe, vu à Sarrebruck en novembre 1919 sur une lettre bancaire allemande. Collection Robin Pizer.

Figure 89: Cachet « Territoire de la Sarre / Affaires civiles / Bureau économique / chef d'Escadron de la Brosse » ("Saar Territory / Civil Affairs / Economic Bureau / Squadron Leader de la Brosse) and initials, seen in Saarbrücken in November 1919 on a German bank letter. Robin Pizer collection.



Figure 90 : Cachet violet « Deutsche Bergwerkskommission Saarbrücken / Dispensé de Contrôle » utilisé à Sarrebruck, vu en mars 1921. Collection Robin Pizer.

Figure 90: Purple cachet « Deutsche Bergwerkskommission Saarbrücken / Dispensé de Contrôle » used in Sarrebruck, seen in March 1921. Robin Pizer collection.

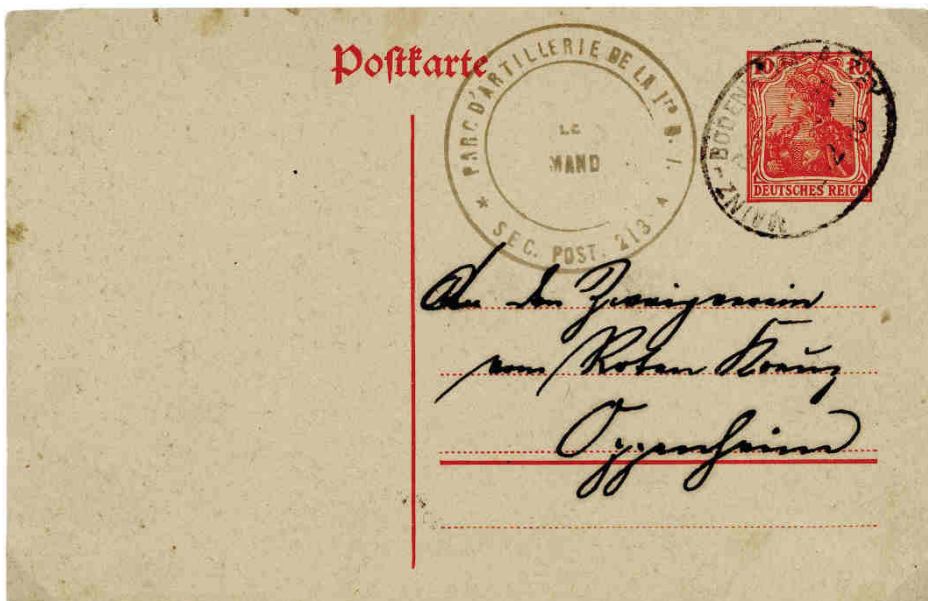
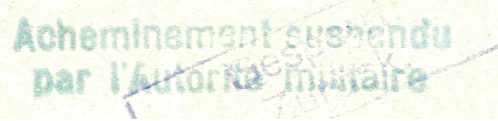

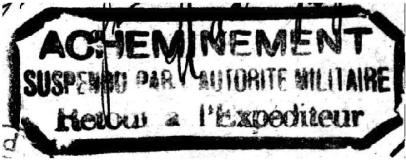

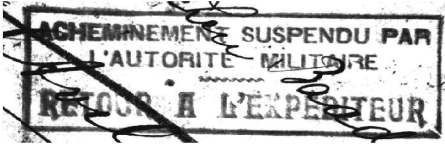


Figure 91 : Carte postale de Selzen (zone française) du 10.12.1918 pour Oppenheim (zone française). Cachet d'unité militaire rond « Parc d'artillerie de la 1<sup>re</sup> D.A. / Sec. Post 213 / Le Commandant ». Collection Robin Pizer.

Figure 91: Postcard from Selzen (French zone) dated 12.10.1918, addressed to Oppenheim (French zone). Round military unit cachet « Parc d'artillerie de la 1<sup>re</sup> D.A. / Sec. Post 213 / Le Commandant ». Robin Pizer collection.

Type	Taille Size (mm)	Localisation Location	Caractéristiques distinctive et reproduction Distinctive features and reproduction
LUD08	59 x 11	Ludwigshafen Feb. 1919 (1 date)	
LUD09	55 x 22	Ludwigshafen Feb. to Apr. 1919 (6 dates)	'R' of 'Retour' slightly <b>right</b> of 'A' of 'Acheminement' and under 'SP' of 'suspendu', 'U' of 'suspendu' under <b>right</b> vertical stroke of 'H' of 'Acheminement' 
LUD10	59 x 23	Ludwigshafen Aug. to Sep 1919 (2 dates)	'R' of 'Retour' slightly <b>right</b> of 'A' of 'Acheminement' and under 'SP' of 'suspendu', 'U' of 'suspendu' under <b>right</b> vertical stroke of 'H' of 'Acheminement' 
MAI01 same as SAA01	55 x 21	Mainz Apr. to Nov. 1919 (4 dates)	'R' of 'Retour' slightly <b>left</b> of 'A' of 'Acheminement' and under 'PE' of 'suspendu' 
MAI02	61 x 22	Mayence May to Sept. 1919	

### 16.7 Marques de retour allemandes

Tous les cachets utilisés par les Français sont en français, donc on peut considérer que tous les cachets en allemand sont fabriqués et utilisés par la Poste allemande. Steven et Meyer mentionnent rarement ces cachets de retour. Néanmoins, nous avons décidé d'en faire un inventaire grâce à la collection de Robin Pizer, car ils découlent d'une exigence des autorités d'occupation.

Lorsque les autorités militaires françaises rendent du courrier non autorisé à la Poste allemande, celle-ci doit le retourner à l'expéditeur, cette opération est justifiée par un cachet « Zurück » apposé par un bureau de poste allemand, qui peut être situé en Allemagne occupée ou non occupée. La localisation ne peut

### 16.7 German return cachets

All the cachets used by the French were in French, so we can assume that all the postmarks in German were made and used by the German postal service. Steven and Meyer rarely mention these return cachets. Nevertheless, we decided to compile an inventory of them using Robin Pizer's collection, as they stem from a requirement of the occupying authorities.

When the French military authorities returned unauthorized mail to the German postal service, it was required to be returned to the sender. This operation was documented by a "Zurück" (Return) cachet applied by a German post office, which could be located in occupied or unoccupied Germany. The location can